



Déclaration préalable intersyndicale au CSA académique du 29 janvier 2026 Académie de Rennes

Ce premier CSA de l'année ne s'est jamais tenu si tard... Il aurait pu être encore repoussé si nous avions décidé de le boycotter comme c'est le cas dans de nombreuses académies. Nous avions toutes les raisons de le faire tant les mesures qui nous sont présentées aujourd'hui scandalisent nos collègues et auront des conséquences désastreuses dans les écoles et les établissements de l'académie. Mais les établissements sont dans l'attente de leurs dotations et nous restons déterminées à construire les mobilisations nécessaires pour obtenir les moyens nécessaires.

Depuis le CSAMEN de lundi, ce sont déjà 338 emplois qui ont été réinjectés dans le 1er degré et 438 pour le 2nd degré. Mais ces premières mesures indispensables ne sont pas à la hauteur des enjeux que le ministre lui-même a énumérés dans sa lettre aux professeurs jeudi dernier. « *bâtisseurs de notre avenir commun* », « *sentinelles de la raison* », « *témoin éternel du monde qui s'en va et en même temps précepteur du monde qui naît* » : Edouard Geffray n'est pas avare de métaphores grandiloquentes pour définir les missions civilisationnelles qu'il assigne aux enseignants mais quand il s'agit de donner les « moyens humains » indispensables au fonctionnement du service public d'éducation, le ministre manque un peu plus d'éloquence...

On pourrait sourire de ce décalage s'il n'illustrait pas le fossé tragique qui sépare la décision politique de sa transcription sur le terrain dans les classes, les établissements et les services.

Dans le premier degré, la baisse des effectifs est vue par les gouvernements successifs comme une opportunité de récupérer des moyens et de faire des économies. Mais L'École ne peut se construire sur une gestion à court terme dictée par des logiques budgétaires d'économie sur les services publics. La baisse démographique devrait être un levier pour améliorer les conditions de travail, et la réduction des inégalités. L'avenir de L'École primaire est un pilier fondamental de la réussite scolaire et de la cohésion sociale. Elle mérite une vision prospective, des moyens pérennes et une ambition éducative à la hauteur des enjeux.

La dotation négative de 86 postes pour le primaire dans l'académie risque d'entraîner une instabilité accrue des équipes pédagogiques, une augmentation des classes multi-niveaux subies et une dégradation des conditions de travail des personnels. Le mal-être professionnel augmente de façon inquiétante chez les personnels. La dégradation des conditions de travail pour les personnels de l'Éducation nationale a des causes multiples : Gestion des EBEP, Inclusion sans moyens suffisants, affaiblissement progressif des RASED, injonctions contradictoires, multiplication des tâches invisibles, manque de temps, attaques contre la liberté pédagogique, perte de sens du métier, absence de formation continue, non remplacement...

La dotation négative de 86 postes pour le primaire dans l'académie compromet également la continuité pédagogique et l'égalité d'accès à une école de proximité pour tous les élèves. Les recherches scientifiques prouvent les bénéfices de la baisse des effectifs à court, moyen et long terme pour les élèves, mais aussi pour la société.

Nous demandons à ce que les moyens humains soient maintenus afin de garantir non seulement la continuité de nos missions d'enseignant·es ainsi que la santé et la sécurité des personnels. Le maintien des effectifs enseignants malgré la baisse démographique permettrait notamment de : rattraper le niveau européen d'effectifs par classe d'ici 2034 (passer de 22,4 élèves par classe en 2024 à 18,4 en 2034), de permettre une meilleure inclusion de tous les élèves et donc une baisse des inégalités scolaires, de créer des postes de remplaçant·es, de créer des postes surnuméraires et donc de donner du temps aux équipes en décorrélant le temps de travail des enseignants du temps de classe des élèves.

Dans le second degré, si la grande difficulté scolaire ne se traduit pas par une exposition similaire aux RPS du fait de la présence d'équipe pluri-professionnelles dans les EPLE, il faut rappeler que les écarts ne font que se creuser entre les élèves les plus fragiles et les plus favorisés. Chacun sait que le principal levier d'amélioration reste la diminution du nombre d'élèves par classe, comme dans le 1er degré. Or, toutes les études, de la DPE comme de l'OCDE attestent que nous avons les classes les plus chargées d'Europe avec un écart de 5 élèves de plus que la moyenne.

Le 2nde degré a absorbé la hausse des effectifs depuis 20 ans sans bénéficier des créations de poste nécessaires. Le nombre d'heures d'enseignement des élèves a diminué alors que les besoins sont plus importants. L'évolution des élèves et la gestion de l'hétérogénéité des

publics est un défi quotidien dans nos classes pour ne pas laisser au fond ceux qui ont le plus besoin de nous. Mais comment "*retenir l'élève perdu comme le fil retient le cerf-volant*" à plus de 30 en collège ? A plus de 35 en lycée ?

En effet, les suppressions d'emploi vont bien au-delà de la baisse démographique et les 120 emplois retirés dans les collèges vont immanquablement se traduire par une augmentation du nombre d'élèves dans les classes ce qui est insupportable, pour les enseignants comme pour les élèves. Pour les élèves les plus fragiles de notre académie, c'est la double peine.

Qu'on ne vienne pas nous dire que les contraintes budgétaires sont trop lourdes et que chacun doit y prendre sa part. Nous savons tous que la situation actuelle est le fruit de choix politiques qui ont été faits depuis des années. Selon Julien Grenet, chercheur en économie au CNRS, professeur associé à l'École d'économie de Paris et directeur adjoint de l'Institut des politiques publiques, "*la réduction du nombre d'enseignants n'est pas une opération rentable sur le long terme puisque pour 1 euro économisé sont perdus 9 euros pour la société.*"

Certes, il y a dans nos métiers "*des éléments d'éternité qui se conjuguent au présent sans jamais renier le passé*" Mais les hommages ne remplacent pas des moyens. Nous exigeons l'annulation de toutes les suppressions de postes. Si l'école est essentielle, il faut la remettre au cœur des priorités, dépenser pour l'école c'est investir dans l'avenir.